Burundi : comment le pays gère-t-il les sanctions économiques et financières ?

TV5MONDE, 25 OCT 2016 La crise socio-politique qui dure depuis plus dâ€™un an et demi a eu dâ€™importantes consÃ©quences sur lâ€™Ã©conomie burundaise. Le pays a notamment perdu le soutien de lâ€™Union europÃ©enne, son prin bailleur de fonds. Un coup dur pour ce petit pays qui vivait Ã plus de 50% de l'aide extÃ©rieure. Le Burundi a rÃ©cemment pris des dÃ©cisions radicales qui l'isole encore un peu plus de la communautÃ© internationale et ilÂ a perdu son principal soutien financier, l'Union europÃ©enne (UE), qui lâ€™accuse de violer les droits de lâ€™homme.

En effet, aprÃ¨s avoir coupÃ©Â son aide directe au gouvernement burundais, qui reprÃ©sentaitÂ 432 millions d'euros, soit 20% du budgetÂ du pays, en mars dernier, lâ€™UE a rÃ©cemment dÃ©clarÃ© quâ€™elle souhaitait priver le Burundi des fond lâ€™Amisom. Ce financement de lâ€™UE sert notamment Ã couvrir les indemnitÃ©s des troupes et des policiers de lâ€™Am salaires du personnel civil (international et local) ainsi que les frais de fonctionnement de la Mission, peut-on lire sur le site de lâ€™Amisom. Â«Â Câ€™est un geste qui est dans la continuitÃ© de la dÃ©stabilisation de la RÃ©publique du Burund Gaston Sindimwo, premier vice-prÃ©sident burundais Selon RFI,Â Â« Chaque mois, ce sont 5 millions dâ€™euros destinÃ©s salaires des 5 500 soldats burundais engagÃ©s dans lâ€™Amisom Â»Â qui transitent par les caisses de lâ€™Union Africaine (avant dâ€™arriver dans celles de lâ€™Etat burundais. Ce dernier reverse ensuite 80% des fonds aux soldats et garde les 20% restant.Â Â« Du pain bÃ©nit pour un rÃ©gime qui manque cruellement de devises Â»,Â peut-on lire surÂ le site de nos confrÃ¨res.Â Aujourdâ€™hui, lâ€™objectif de lâ€™UE serait donc de trouverÂ Â« un moyen de payer directement les soldats b Â» Â« sans passer par leur gouvernement Â», pour pÃ©naliser lâ€™Etat sans affecter la mission de lâ€™Amisom. Face Ã ce nouvelle menace, Bujumbura a rÃ©agi, samedi 22 octobre.Â Au micro de RFI,Â Gaston Sindimwo, premier vice-prÃ©sident burundais a accusÃ© lâ€™UE de vouloir semer la division entre lâ€™Etat du Burundi et ses militaires.Â Â«Â Câ€™est un geste dans la continuitÃ© de la dÃ©stabilisation de la RÃ©publique du Burundi,Â a dÃ©clarÃ© Gaston Sindimwo. Nous lâ€™avons d longtempsÂ : le Burundi doit payer ses propres fonctionnaires et de surcroÃ®t, les militairesÂ Â». Et dâ€™ajouterÂ :Â Â«Â on c câ€™est le gouvernement qui ne paie pas les militaires, alors que câ€™est lâ€™Union africaine, en complicitÃ© avec lâ€™Uni europÃ©enne. Câ€™est inadmissible, Ã§a !Â Â». Une Ã©conomie en chute libre La fin ou la suspension des appuis financier est donc un coup dur pour ce petit pays enclavÃ© qui vit Ã plus de 50% des aides extÃ©rieures.Â Â« Lâ€™Ã©conomie burund est incapable de fonctionner sans appui de lâ€™extÃ©rieur Â»,Â assure Gervais Rufyikiri. Dâ€™autant que la crise de 2015 a fortement ralentie lâ€™activitÃ© Ã©conomique. Certains secteurs comme lâ€™hÃ´tellerie, lâ€™industrie ou le bÃ¢timent et les publics (BTP) ont Ã©tÃ© trÃ¨s impactÃ©s.Â Le taux de croissance a donc chutÃ© dâ€™environ 9% par rapport Ã la moyenne enregistrÃ©e entre 2010 et 2014 qui sâ€™Ã©levait Ã 4,8%.Â En seulement quelques mois, le Burundi est devenu lâ€™un des plus pauvres au monde. Â«Â Par manque de devises, l'Ã©conomie tourne au ralentiÂ Â» Gervais Rufyikiri, ancien deuxiÃ¨me vice-prÃ©sident du Burundi En effet, lâ€™instabilitÃ© politique a eu de graves consÃ©quences sur le commerce burundais. Le Burundi est un pays consommateurÂ : il importe quatre fois plus quâ€™il nâ€™exporte. Et ce fossÃ© entre importations et exportations Ã©taitÂ Â« presque exclusivement comblÃ© par les apports extÃ©rieurs, sous forme de dons Â»,Â explique Gervais Rufyikiri. Mais avec la crise, les importations et exportations se font plus rares, ce qui entraÃ®ne un manque criant de devises.Â Â«Â Par manque de devises, lâ€™Ã©conomie tourne au ralentie et les importateurs sont en difficu souligne Gervais Rufyikiri. Par consÃ©quent, certains produits sont de plus en plus rares sur le territoire et quand ils sont disponibles, ils sont chersÂ Â».Â Une situation qui affecte la population qui voit son pouvoir dâ€™achat fortement diminuer. Moyens de pression Affaiblir Ã©conomiquement le gouvernement burundais, câ€™est justement le but de la communautÃ© internationale, et ce malgrÃ© les rÃ©percussions que cela peut avoir sur la population. Mais est-ce le moyen le plus pertinentÂ pour agirÂ ? Car pour le moment, Bujumbura ne semble pas dÃ©cidÃ© Ã changer sa faÃ§on de gÃ©rer le paysÂ ne souhaite pas davantage vouloir discuter avec lâ€™opposition. Selon Gervais Rufyikiri, ces sanctions sontÂ Â« une bonne maniÃ¨re de faire pression sur le gouvernement. Et je crois que ces pressions doivent augmenter. Il faut quâ€™il y ait plus de pays donateurs qui le fassent et que ces derniers soient davantage imaginatifs pour penser Ã dâ€™autres formes de pressions Â», assure lâ€™ancien deuxiÃ¨me vice-prÃ©sident du Burundi. De nouveaux bailleurs de fonds ? MalgrÃ© les sanctions financiÃ¨res qui sâ€™abattent sur lui, le pouvoir burundais campe sur ses positionsÂ et refuse tout dialogue. Et pour tenter de combler ses difficultÃ©s Ã©conomique, Bujumbura essaierait de se tourner vers dâ€™autres partenaires comme les nouveaux pays Ã©mergents (Inde, Chineâ€¦) ou des instances comme la Banque africaine de dÃ©veloppement ou la Banque mondiale.Â Â«Â L'Etat burundais est incapable de combler le trou laissÃ© par le retrait ou la suspension de la coopÃ©ration des donateurs traditionnelsÂ Â» Gervais Rufyikiri, ancien deuxiÃ¨me vice-prÃ©sident du Burundi Selon le politologue sÃ©nÃ©galais Justin Babacar N'Diaye interviewÃ© par laÂ Deutsche WelleÂ en juin dernier, Â« pour garder la tÃªte hors de lâ€ Bujumbura est obligÃ©e de trouver une bouÃ©e de sauvetageÂ Â».Â Â«Â La Russie est une puissante donc elle peut faire le nÃ©cessaire, tout comme la Chine. Les investissements chinois en Afrique sont considÃ©rables, au point de vue du volume financierÂ Â». Selon Justin Babacar N'Diaye, la question est de savoir ce que ces pays trouveront comme intÃ©rÃªt dans l'affaire. Mais selon Gervais Rufyikiri, ces options mÃªme sont compromises.Â Â« Lâ€™Etat burundais est incapable de combler le trou laissÃ© par le retrait ou la suspension de la coopÃ©ration bilatÃ©rale des donateurs traditionnels comme lâ€™U Â». Concernant une aide Ã©ventuelle provenant des pays comme lâ€™Inde, la Chine ou la Russie, il assure que lorsquâ€™il Ã©taitÂ Â« aux affairesÂ Â», il nâ€™aÂ Â«Â jamais vu ces pays donner des appuis budgÃ©taires au gouvernement burundais dâ€™ajouter :Â Â« Il y avait bien quelques appuis mais ils Ã©taient ponctuels : dons de matÃ©riels, sacs de ciment, taulesâ€¦) Mais cela ne va pas assurer un dÃ©veloppement Ã©quilibrÃ© et financer les diffÃ©rents secteurs qui constituent la vie dâ€™u nation Â». Gervais Rufyikiri ne croit pas non plus en une aide venant de la Banque mondiale ou la Banque africaine de dÃ©veloppement car ces instances conditionnent leurs aides sur lesÂ Â«Â performances du paysÂ Â»Â en matiÃ¨re de dÃ©veloppement Ã©conomique. Or, il est aujourdâ€™hui compliquÃ© pour le Burundi de se porter candidat Ã ces genres dâ€ financier. Alors combien de temps le pays tiendra-t-il sans le soutien de lâ€™Union europÃ©enneÂ ? Et surtout, parviendra-t-il Ã trouver une autre solution pour combler le trou laissÃ© par BruxellesÂ ? La question reste entiÃ¨re. En attendant, la population est laÂ premiÃ¨re victime de la politique du prÃ©sident Pierre Nkurunziza et de nombreux Burundais continuent

de fuir le pays en espÃ©rant que la situation sâ€™apaise rapidement. Enfin, laÂ situation affecte mÃ©caniquementÂ les pays frontaliers comme le Rwanda, lâ€™Ouganda ou encore la RDC, des pays dÃ©jÃ soumis Ã de graves problÃ¨mes internes.